

**Michel Dévoluy, *Osons enfin les États-Unis d'Europe*, Véronne éditions, 2020, 58p.**

Michel DÉVOLUY

# OSONS ENFIN LES ÉTATS-UNIS D'EUROPE

Véronne  
ÉDITIONS

Note de lecture par Romain Tinière, Professeur de droit, Co-directeur du CRJ, Responsable du M2 Carrières juridiques européennes chez Université Grenoble Alpes

« Regardons le monde en face. Allons nous rester passifs ou agir ? Ce livre est un appel à construire les États-Unis d'Europe. Rapidement. Il ne demande évidemment pas de délaissier nos identités nationales. En revanche, il souhaite convaincre de l'urgence de bâtir un véritable espace politique européen ». C'est par ces mots que s'ouvre, ce court essai de Michel Dévoluy (58 pages en format numérique). Marqué par un enthousiasme parfois un peu naïf, ce texte est un vibrant appel en faveur de la création rapide d'une Europe fédérale. Appel qui peine toutefois à convaincre pleinement le lecteur en raison de propos

parfois un peu confus et désordonnés et d'une tendance à procéder davantage par affirmation que par démonstration. Mais peut-être n'est-ce après tout que la contrepartie du choix d'un format ramassé.

Organisé comme un plaidoyer l'ouvrage s'ouvre par une partie introductive intitulée « pourquoi les États-Unis d'Europe ? », avant d'envisager successivement, « l'urgence », « ce que l'Europe a fait pour nous », « ce qui reste à faire » et « la nécessaire réponse fédérale ».

Pourquoi donc des États-Unis d'Europe ? Pour l'auteur, essentiellement parce que l'Europe telle qu'elle est construite actuellement est parvenue au terme de ce qu'elle pouvait faire. Toute évolution de la construction européenne supposerait ainsi un saut fédéral. Dans le même temps, son stade d'évolution actuel la confronte à des problèmes qu'elle n'est pas en mesure de résoudre de façon satisfaisante avec sa structure actuelle. Problèmes qu'une Europe fédérale résoudrait de façon bien plus satisfaisante. C'est ainsi que pour l'auteur « une Europe fédérale aurait été plus efficace, et plus digne, face aux flux migratoires des dernières années » (p. 7), sans d'ailleurs véritablement expliquer en quoi laissant le lecteur dans l'expectative.

Ce saut fédéral est en tout cas urgent, comme l'auteur l'expose dans le deuxième chapitre. Urgent car le retour des nationalismes pourrait freiner cette évolution alors qu'il y a visiblement un véritable alignement des planètes : la zone euro est sortie de la tourmente et les défis contemporains (situation internationale, dérèglement climatique, ...) ne sont clairement pas à la portée d'un État seul. Pour ce faire, il est nécessaire de construire une fédération politique articulée autour de la zone euro afin de dépasser l'Europe économique en s'émancipant, ce faisant, de l'Europe des experts pour construire celle des citoyens. Une telle entreprise suppose toutefois de réformer la doctrine de l'Union économique et monétaire (UEM) dont les règles actuelles seraient la conséquence de la nature non fédérale de l'Union, se doter d'une véritable constitution et construire une Europe fédérale deux vitesses laissant de côté les pays de l'est.

Bâtir les États-Unis d'Europe est d'autant plus nécessaire que l'Europe fait déjà beaucoup pour ses citoyens. Le troisième chapitre, probablement le plus convaincant de l'ouvrage, insiste à cet égard sur la nécessité d'adopter une vision plus positive des réalisations de l'Europe. Certes, le propos est parfois excessivement optimistes, mais l'auteur a parfaitement raison sur la nécessité d'insister sur

ce qui fonctionne et d'aller à contre courant des discours médiatiques et politiques dominants sur l'Union européenne.

Pour autant, que reste-t-il à faire ? Dans le quatrième chapitre de son ouvrage, Michel Dévoluy insiste sur quatre impératifs. Il faut d'abord s'émanciper de l'intergouvernementalisme. Certes. Mais comment faire dans une période dans laquelle les États ont repris le contrôle de la construction européenne ? Mystère. Il faut ensuite démocratiser l'Europe pour faciliter l'identification des citoyens à cette structure non-étatique qui demeure un objet lointain et surtout complexe, selon l'auteur. Démocratisation irait ainsi de paire avec simplification. Pourquoi pas, mais l'on pourrait aussi s'interroger sur les raisons pour lesquelles, après avoir appelé à une lecture plus positive des actions de l'Union, l'auteur s'attelle à en critiquer le fonctionnement sur le terrain d'une hypothétique complexité dont on ne voit pas bien en quoi elle diffère de celle d'un État moderne comme la France. Il faut, également, mieux gérer la zone euro dont le fonctionnement actuel gouverné par le dogme du néolibéralisme serait immanquablement remplacé par une politique plus équilibrée par la magie du fédéralisme. Il faut, enfin, mieux protéger les européens en bâtissant une véritable défense européenne ainsi qu'une politique étrangère commune digne de ce nom. Comment ? Grâce à la magie du fédéralisme qui ferait également effet sur la politique migratoire, celle de l'environnement, et la protection sociale. Très franchement, on peine à comprendre les raisons pour lesquelles des choix politiques défendus par la majorité des États membres en Europe et soutenus par une majorité d'européens, pour discutables qu'ils soient, seraient profondément modifiés par la mise en place d'un gouvernement fédéral en Europe. En tout cas, l'auteur de l'explique pas.

Intitulé « la nécessaire réponse fédérale », le cinquième et dernier temps de l'ouvrage s'ouvre par une brève histoire de la notion de fédéralisme avant d'essayer de projeter dans le futur les enseignements que l'on peut en tirer. Pour l'auteur, qui peut aussi être lucide, « on n'impose pas artificiellement un récit européen ou l'existence d'un peuple européen. On ne décrète pas une identité car elle se forme toujours sur le temps long. En revanche, on peut, ensemble, s'appuyer sur les apports de l'Union européenne et se projeter dans l'avenir pour défendre la démocratie, un état social avancé et un mode de vie apaisé. Les États-Unis d'Europe ne gomment ni les États, ni les identités, ni les peuples européens. Par contre, ils bannissent les nationalismes agressifs fauteurs de tensions et de guerres. Ils offrent également une dimension suffisante pour affronter les grands enjeux géopolitiques et environnementaux. De plus, ils permettent de bénéficier pleinement de la dynamique lancée à travers l'Union économique et monétaire. En somme, les États-Unis d'Europe représentent le terme logique du processus entamé voici plusieurs décennies. Mais, ne le cachons pas, les derniers pas seront les plus difficiles à accomplir » (p. 48). Comment suggère-t-il de les franchir ? Assez classiquement finalement, par une modification des traités suivant la procédure prévue actuellement à l'article 48 du traité sur l'Union européenne portée par le Parlement européen soutenu par un large mouvement populaire. Toute ressemblance avec une version idéalisée du mouvement ayant conduit à feu le traité établissant une constitution pour l'Europe serait bien entendu fortuite.